**PROGRAMME De soutien aux INVESTISSEMENTS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

**Déclaration**

Je soussigné, représentant légal de [nom de l'entité du secteur privé requérante], ai demandé une assistance au titre du programme ISP/LDCs.

À cet égard, je joins (veuillez choisir ce qui s'applique à vous) :

*Pour les petites et moyennes entreprises :*

* La législation nationale applicable (de préférence avec une traduction officielle ou non officielle en anglais ou en français), et
* Des renseignements suffisants pour démontrer que l'entité du secteur privé qui fait la demande satisfait aux critères prévus par la législation applicable.

*Pour les entreprises qui manquent de ressources :*

* Acte constitutif ou toute législation de droit national (de préférence avec traduction officielle ou non officielle en anglais ou en français) rendant cette incorporation inutile ;
* Une copie certifiée conforme du bilan annuel approuvé ;
* [Pour les entités nouvellement créées ou celles qui n'ont pas de bilan annuel approuvé : plan d'affaires] ;
* [En cas de participations existantes avec d'autres entités : comptes annuels consolidés] ;
* [S'il y a lieu : coût prévu des frais juridiques et autres frais d'experts] ;
* [Toute autre documentation et information pertinente]

*Pour les entreprises d'État détenues en totalité ou en partie :*

* Une déclaration accompagnée de la preuve qu'elle est détenue en totalité ou en partie par l'État.

Les documents, attestations et renseignements qui précèdent sont véridiques et exacts à ma connaissance et, en ce qui concerne ces documents, attestations et renseignements, je les crois véridiques.

J'autorise par la présente l'Organisation internationale de droit du développement (« IDLO »), en tant qu'agent d'exécution du Programme, à vérifier l'exactitude de la documentation, de la certification et des informations fournies.

Je prends note du fait que, dans le cas où l'IDLO découvre, au cours de l'assistance fournie dans le cadre du Programme à l'entité que je représente, un manquement aux informations, documents ou certificats que j'ai fournis, elle peut, à sa discrétion, prendre toute mesure incluant, mais sans s'y limiter, la cessation immédiate de cette assistance.

J'informerai également l'IDLO de tout changement dans les détails de ma demande dès qu'il se produira. Le non-respect de cette consigne peut entraîner la résiliation du contrat de travail.

Signé

Nom

Date